2me année. -- N° 82. Le N° 20 centimes Dimanche 13 novembre 1870

COURRIER DE ROANNE

HEBDOMADAIRE, POLITIQUE, INDÉPENDANT

ABONNEMENTS : Un an, 10 fr.; — Six mois, 5 fr. 50 c.
INSERTIONS : Réclames, la ligne 25 c., — Annonces, la ligne, 15 c.

Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois, et sont considérés comme continués, sauf réception d'avis contraire.

RÉDACTEUR EN CHEF : E. CRITOT

Les annonces judiciaires et légales seront insérées en 1870, pour le département de la Loire, dans les cinq journaux suivants : le *Mémorial de la Loire*, le *Journal de Montbrison*, le *Courrier de Roanne*, le *Journal de Roanne* et l'*Écho Roannais*.

BUREAUX : *Impasse de la Sous-préfecture*, ouverts de 9 à 11 heures du matin, et de 3 à 5 heures du soir.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser au rédacteur en chef
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

BULLETIN DE LA GUERRE

Les détachements qui opèrent en Normandie rencontrent une résistance sérieuse.

Le 6 novembre, entre Ecouis et Etrépagny, l'ennemi qui avait tenté d'incendier cette dernière localité, a été repoussé sur Gisors. Il disposait de 1,200 fantassins, 400 cavaliers et 5 canons.

Le lendemain, des francs-tireurs se sont mesurés avec un certain nombre de Prussiens, près de Châteauneuf-en-Thimerais et leur ont fait subir quelques pertes.

Sur la Loire, un avantage a été remporté à Marchenoir par notre armée. Le 7 novembre, vers onze heures, une colonne prussienne forte de 2 bataillons, 1,500 cavaliers et 10 pièces d'artillerie, se développant le long de la forêt de Marchenoir, a attaqué nos postes de Poisly, à Saint-Laurent-des-Bois. A trois heures 30, elle était contrainte de se retirer, sans pouvoir emporter ses morts et ses blessés, environ 50 hommes, plus 2 officiers. Notre cavalerie a fait 64 prisonniers, dont 1 officier. Nous avons eu deux officiers et une trentaine d'hommes blessés, et 4 tués.

Tours, 11, 10 heures matin.

Un télégramme d'Orléans annonce qu'on s'est battu hier toute la journée aux environs de Coulmière. Les opérations françaises ont pleinement réussi. Le général Pallière a occupé Chenilly, à 15 kilomètres Nord d'Orléans. Nous avons pris 600 prisonniers, avec armes et bagages et deux canons.

On compte sur 1,200 pris avant la fin de la journée. Nous avons définitivement occupé Orléans.

Bruxelles, 8. — Publie une correspondance de Berlin, constatant que les représentants de la Bavière venus à Versailles, persistent à refuser à la Prusse, la suprématie militaire et blâment ses exigences. On affirme qu'il existe des divergences de vues et de prétentions sur le partage des provinces à annexer à l'Allemagne.

Le journal *la France* croit savoir que les puissances neutres sont désireuses d'arrêter la guerre et se disposent à proposer un congrès.

11 novembre 1870 ; 11 h. 40 minutes.

L'armée de la Loire, sous les ordres du général d'Aurelles de Paladines, s'est emparé hier, 10 novembre, d'Orléans, après une lutte de deux jours, nos pertes, tant en tués que blessés, n'atteignent pas 2,000 hommes ; celles de l'ennemi sont plus considérables. Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers, et le nombre augmente par la poursuite. Nous nous sommes emparés de deux canons, modèle prussien de 20 caissons chargés de munitions, tout attelés, et d'une grande quantité de fourgons, et de voitures d'approvisionnements.

La principale action s'est concentrée autour de Coulmier ; dans la journée du 9, l'élan des troupes a été remarquable malgré le mauvais temps, il y a lieu d'espérer que cette première opération militaire ouvre une ère nouvelle pour la France. Nos ressources en homme sont immenses, le patriotisme est partout réveillé, et le pays doit se montrer prêt aux plus grands sacrifices. — Nous avons été trop éprouvés par les infortunes pour nous laisser égarer par des illusions nouvelles. — Nous avons repris l'offensive, c'est un grand point. — Cette affaire signifie qu'au lieu de déplacer notre base d'opérations pour la mettre en arrière, nous la reportons en avant avec de la résolution, de la prudence, de l'énergie ; et surtout unis sur le terrain de la lutte à outrance contre l'envahisseur, la république sauvera la France.

LA RÉACTION

Si la défense nationale ne marche pas, en revanche, la réaction va très-bien.

Il faut dire aussi que tout lui sourit.

Les héros de la réaction, les hommes qui ont fait leurs preuves, les complices de l'empire viennent d'obtenir de M. Crémieux une déclaration qui les protége contre toute indiscrétion.

Les militants de cette honorable corporation qui a acclamé l'empire, voté avec enthousiasme le plébiscite et qui en apprenant que la guerre s'engageait poussait le cri : *A Berlin*, ce qui a fait pouffer de rire des milliers d'Allemands qui ne rient pas une fois tous les vingt ans, les magistrats, les fonctionnaires grands et petits, les curés sont tellement ménagés et choyés qu'ils oublient constamment la Révolution du 4 septembre et se surprennent tous les jours à dire : M. le procureur impérial et autres anachronisme du même genre.

Quant au troupeau, il n'a pas davantage à se plaindre : Tous les huit jours il a sa messe, ses vêpres et complies payées par l'Etat ; il a pour les enfants toujours ses dévoués Ignorantins. Le reste va à l'avenant : Les journaux conservateurs sont restés ce qu'ils étaient : Un article de fond de mauvaise foi ; quelques entrefilets de fausses nouvelles pour achever d'embourber un Gouvernement provisoire qui n'a que trop de tendances à appuyer du côté de l'ornière, enfin une colonne d'insultes pour les Républicains. On a bien changé quelques maires, mais il faut être de bon compte : On a demandé les démissions de MM. Duportal de Toulouse, Guépin de Nantes, Esquiros de Marseille, Anatole de la Forge, etc., qui sont républicains.

En somme, les deux premiers mois de la République sont excellents pour la réaction.

Voyez ce qui se passe à Roanne.

Vous avez :

1° Un tribunal choisi par l'empire, décoré par Emile Ollivier.

2° Un ensemble de juges de paix dont le plus ardent contre la démocratie, celui de Belmont, est déplacé pour avoir de l'avancement.

3° Des agents de toute sorte qui ont encore leurs poches remplies de circulaires qui leur apprennent de quelle façon on exploite le suffrage universel.

4° Un bon petit séminaire à St-Jodard où l'on apprend entr'autres choses à escamoter la loi militaire, et tout un bataillon de curés et de vicaires qui, à la rigueur, bénissent des armes, mais n'en portent jamais.

Nous le répétons, la réaction n'a pas à se plaindre de l'établissement de la République.

Il faut, du reste, lui rendre cette justice que sa reconnaissance n'est pas au-dessous de la protection qu'on lui accorde.

Ainsi, la ville de Roanne a ouvert un modeste emprunt de trois cent mille francs pour concourir à la défense nationale. Eh bien ! jusqu'ici la souscription n'a pas atteint le chiffre de cent mille francs. Et pour que ces Messieurs continuent à tenir leur bourse fermée, il ne restera à la municipalité d'autre parti à prendre que d'afficher l'avis suivant :

Aux ouvriers de la ville de Roanne.

La municipalité voulait effectuer un emprunt de trois cent mille francs pour vous armer et défendre contre la misère ceux d'entre vous qui ne sont pas appelés sous les drapeaux. Les notabilités financières de Roanne ayant pris, dans une intention que nous comprenons pas, le parti de s'abstenir, si vous continuez à vouloir manger tous les jours, vous êtes invités à aller vous expliquer avec ces personnes que vous connaissez comme nous et que nous n'avons pas besoin de vous désigner.

A ces réactionnaires qui abusent des positions que nous leur conservons pour nous combattre, et qui font le siége de la République, comme les Prussiens font le siége de Paris, par la famine, nous demanderons :

Où voulez-vous en venir ?

Vous vous imaginez que parce vous tenez toutes les positions et que vous détenez tous les capitaux, vous allez nous conduire tout doucement à une restauration impériale ou orléaniste.

Détrompez-vous !

Vous avez, cela est vrai, de l'union, de la ténacité, de l'argent, peu de scrupules surtout dans le choix des hommes et des moyens.

Mais il y a une chose qui vous manque et dont le besoin se fera surtout sentir au moment décisif, quand il s'agira de sortir le prétendant qui a vos prédictions : C'est une armée permanente.

Quand un pays possède la liberté de la presse, la liberté de réunion, la libre fabrication des armes et des munitions, on ne culbute pas une République avec des complots de sacristie, il faut descendre dans la rue un fusil à la main, et le jour où par vos courbettes vous aurez complétement fait perdre ce qui reste de tête aux vieillards du gouvernement provisoire, le jour, où avec la complicité des représentants du pays vous aurez amené à Paris, un d'Orléans, un Bourbon ou un Bonaparte, le jour, en un mot, où vous aurez cru accoucher d'une restauration monarchique, vous aurez accouché bêtement d'une guerre civile : Nous disons *bêtement*, parce qu'il est très-probable que vous y laisserez votre peau, non pas une peau d'emprunt comme celle qui couvre M. Auguste Boullier dans le *Journal de Roanne*, mais la véritable, celle qui tous les jours se gonfle d'aise entre une bonne table et un bon feu.

Au moins, vous nous rendrez cette justice que nous aurons tout fait, tout essayé, pour vous soustraire à cette expiation sommaire ; et si l'incendie est allumé, avec un peu de bonne foi, vous reconnaîtrez que c'est vous qui avez mis le feu.

Advienne que pourra.

Notre conscience ne nous reprochera rien.

Em. CRITOT.

On ne lira pas sans étonnement l'étrange circulaire qui suit :

Le garde des sceaux, ministre de la justice, apprend avec un douloureux étonnement que des magistrats ont été arrêtés et mis en prison soit sur mandat, soit sans mandat de justice : l'arrestation, fondée sur ce que ces magistrats auraient fait en 1851 et 1852 partie des commissions mixtes qui ont laissé de si détestables traces de leurs décisions. Ces arrestations sont illégales, et le garde des sceaux donne l'ordre de mettre immédiatement en liberté ceux qui sont arrêtés sous une pareille inculpation. Leur conduite, à cette époque désastreuse, eût-elle constitué un crime, la prescription les couvrirait depuis 1862, et par conséquent leur arrestation serait frappée d'illégalité.

Le garde des sceaux, sur des réclamations faciles à comprendre de la part d'honorables citoyens victimes d'un coup d'Etat, a fait demander la liste des magistrats qui ont siégé dans ces commissons. *C'est à lui qu'il appartient de proposer au gouvernement les mesures qu'il croira convenables à l'égard des membres de ces odieuses commissions qui sont encore sur le siége ; mais aucun citoyen, aucune autorité*, n'a le droit, que n'aurait d'ailleurs après vingt-deux ans de silence, *aucun pouvoir constitué*, d'exercer une violence quelconque sur leur personne. *Le garde des sceaux rappelle aux fonctionnaires qui, par excès de zèle, se livreraient à des actes illégaux, que l'article 75 de la Constitution de l'an VIII est aboli. Il est d'ailleurs très résolu à ne pas laisser violer la loi par les fonctionnaires de la République : la République, c'est le règne de la loi.*

Tours, le 4 novembre 1870.

Le garde des sceaux, ministré de la justice, membre et représentant du gouvernement de la défense nationale,

Ad. CRÉMIEUX.

Ainsi voilà qui est convenu :

Les assassins du 2 décembre et leurs complices ;

Bonaparte et son cortége d'aventuriers :

Les magistrats pourris qui ont rendu des arrêts, non pas contre leur conscience, puisqu'ils n'en avaient pas, mais contre la conscience publique.

Les fonctionnaires qui ont signé les mandats d'amener et les bourreaux de toutes les catégories qui les ont fait exécuter.

En un mot, cette immense colonie de fusilleurs, de geôliers, de proscripteurs, continuera d'empoisonner l'air que nous respirons.

Ces honorables particuliers peuvent se promener au milieu de nous, le front levé, grâce à la protection toute-puissante dont les couvre le vénérable M. Crémieux.

Bonaparte, pour avoir ses coudées franches, « sortait de la légalité pour rentrer dans le droit ». Le citoyen Crémieux, lui, « sort de la justice pour rentrer dans la légalité. »

Il y a là plus qu'une antithèse. Le premier, en sortant de la légalité, se débarrassait des gens qui le gênaient, le second, en rentrant dans la légalité, se met sous les pieds des gens qui nous gênent.

Si le citoyen Crémieux s'imigine que des hommes de la trempe de Delescluze, Gent, Duportal et autres, ont rempli les voitures cellulaires du second empire, ont peuplé les prisons, ont endossé la veste du forçat, ont été livrés au climat meurtrier de la Guyane, pour lui élever un piédestal et lui donner le droit d'accorder un verdict d'acquittement à d'infâmes coquins et de les couvrir de la prescription décennale, il se trompe, non pas un peu, mais beaucoup.

Si le citoyen Crémieux s'imagine que, pendant vingt ans, les Républicains se sont offerts en cible à l'empire, pour avoir un jour l'*orgueil* (?) d'être représentés devant le monde par le citoyen Crémieux et pouvoir contempler les indulgences plénières qu'il donne à toute la canaille du 2 décembre, le citoyen Crémieux se trompe encore beaucoup.

En agissant comme il le fait, le Gouvernement provisoire de Tours ne fait même pas preuve de générosité ; par une raison fort simple, c'est que n'ayant jamais souffert, il n'a absolument rien à pardonner.

MM. Crémieux et Glais-Bizoin n'ont pas été, que nous sachions, bien fort persécutés par l'empire.

Aussi le préfet de la Haute-Garonne est encore pour longtemps à son poste s'il attend que sa démission soit prise par un membre du gouvernement qui aura fait un mois de prison pour la République.

Si MM. Crémieux, Glais-Bizoin et autres, avaient été ruinés ou déportés par les commissions mixtes, on pourrait leur pardonner de se substituer aux proscrits et d'accorder un pardon magnanime aux membres de ces commissions. Mais ils n'en sont pas là : Les commissions mixtes en supprimant en France les vrais républicains et les hommes d'action, n'ont abouti qu'à un résultat : Condamner la France une seconde fois républicaine à être représentée par deux hommes qui ont fait leurs preuves d'incapacité.

Cette situation qui nous a été préparée par les commissions mixtes aurait dû imposer quelque réserve à M. Crémieux si la présomption n'était pas quelquefois aussi bien le fait des vieillards que des jeunes gens.

Em. CRITOT.

Appel au Gouvernement.

Voilà donc ce que nous gardait la docte Allemagne ! Mort aux Français ! vient elle écrire sur nos portes. Barbarie et sauvagerie, c'était donc là ce qu'elle cachait pour nous au fond de sa philosophie et de sa littérature !

Cet aveu nous revient de tous côtés ; il est confirmé par les dernières tentatives de la diplomatie.

Nous n'avons rien espéré des négociations. Si quelque argument peut encore avoir prise sur les métaphysiciens de Berlin, c'est sous la forme de chassepots et de canons se chargeant par la culasse.

Puisqu'il est bien démontré que notre existence gêne ces idéalistes, puisque l'esprit pur exige notre anéantissement, puisque l'Allemagne, à laquelle nous avons tant de fois rendu justice, nous offre en retour le non être et la soustraction de la France, le moment est assurément venu d'en appeler à toutes les forces vives de la France.

Or, quel est pour nous le moyen le plus direct ? La levée en masse, dit-on. Mais cette idée vague ne peut produire que des résultats vagues. Jamais levées en masse, toutes seules, n'ont produits d'armées organisées. Que faut-il donc encore ? Je le répète, l'appel direct, positif de la loi.

C'est bien en vain que l'on accuse la lenteur des habitants des campagnes.

Vous connaissez comme moi le paysan de France. Avec la meilleure volonté du monde, que peut il faire, s'il n'est dirigé, appelé, entraîné dans le plan de la défense nationale ? Rester à son foyer, prendre sa faux, défendre sa maison, son champ, son village, voilà ce qui est dans la mesure de ses forces individuelles, voilà ce que peut donner le tocsin de la levée en masse.

Nous avons besoin d'autre chose. Au lieu d'attendre que des armées nous tombent du ciel, il faut que la loi vienne éclairer le paysan et lui dire : Voilà ta feuille de route, Va au chef-lieu, au dépôt, pour y être incorporé dans tel bataillon, tel régiment.

Alors ce même paysan, une fois qu'*il a cassé ses sabots*, devient membre effectif de la défense nationale, il fait partie de cette armée de secours qui est la condition absolue du salut de Paris et de la France.

Mais, encore une fois, il faut, pour cela, une voix qui le détermine et lui dise : Lève toi et marche ! Or, cette voix doit être celle de la loi, par l'organe du gouvernement. C'est à lui de parler et de donner l'impulsion suprême que la France attend encore.

Ne répondez pas que ce qui vous arrête, c'est le défaut d'armes. Le général Le Fiô, ministre de la guerre, établissait dans son dernier rapport qu'il y a dans les départements non envahis une réserve de sept à huit cent mille fusils. Je veux bien que ce ne soient pas des armes perfectionnées. Qu'on les remette pourtant aux bataillons à mesure de leur formation.

Ces armes seront suffisantes pour la première instruction des hommes. Ils se feront à l'école de peloton, de bataillon ; ils seront déjà des soldats tout prêts pour l'action prochaine. Vous échangerez leurs armes contre des fusils perfectionnés, à mesure que la fabrication et le marché des pays étrangers vous fourniront l'armement nécessaire.

Vous avez une grande flotte et vous êtes maître de la mer. Usez de cette supériorité pour vous approvisionner sur tous les parages, de fusils et d'artillerie.

Oui, dit-on encore, mais le manque de cadres ! Ils manquaient bien plus en 1792. Faites ce que l'on a fait alors ; vous le pouvez avec beaucoup plus d'avantages, car vous avez les anciens militaires, dont je parlerai tout à l'heure. Nos bataillons de 1792 ne sont pas sortis tous seuls de terre. Ils ont été requis par les autorités qui ne craignaient pas de commander, même dans les décisions qui semblaient le plus spontanées. Ces bataillons, à peine réunis, nommaient eux-mêmes leurs officiers ; c'est de là que sont sorties ces fameuses demi-brigades, honneur des armées françaises.

Les vieux soldats ne manquent pas en France. Mais le général Trochu a osé démontrer qu'ils ne sont pas la condition première et le nerf des armées de nos temps.

Après tout, la guerre est chose d'instinct. Les vieux officiers, les vieux généraux ne sont pas les meilleurs, quand tout a changé autour d'eux. Nos plus fameux généraux de la République étaient des jeunes gens ; leurs plus belles campagnes ont été les premières. Pensez à Joubert, à Marceau, à Saint-Cyr !

C'étaient là des conscrits. La meilleure campagne de Napoléon est celle qu'il a *faite* à vingt-six ans. Comment avons-nous péri à Wœrth, à Forbach, à Sedan ? Par la routine.

© MÉDIATHÈQUE ROANNAIS AGGLOMÉRATION-ROANNE

Il faut donc à tout prix sortir de la routine, et, à ce point de vue, la disette des vieux chefs n'est peut-être pas un si grand mal que vous pensez.

Songez que dans les armées nouvelles qu'il s'agit de former, il y a des Marceau, des Hoche, des Joubert inconnus, que l'occasion et le danger révèleront.

Agissons en conséquence et nous serons sauvés.

S'il y a quelque vérité dans ce que je viens de dire, je prie, j'adjure ici pour la seconde fois le gouvernement de prendre le moyen le plus pratique, le seul direct de créer les armées de secours dont nous avons besoin, non pour sauver l'honneur mais pour sauver la France.

Le gouvernement est dans cette admirable situation que, pour décider du salut public, il n'a pas besoin d'innover des procedés inconnus, extra-légaux. Au contraire, ce que je lui demande, c'est de faire exécuter la loi.

Le Corps législatif lui-même a été contraint par l'évidence et par la nécessité, de voter les lois de recrutement que vous devriez vous-mêmes établir si elles n'existaient pas.

Ce que j'attends chaque jour, c'est un décret qui donne solennellement la vie et la réalité à ces mesures de salut. Car, qui peut imaginer que la République reste en fait de mesures de salut au dessous du Corps législatif ?

Quand donc verrai-je quelque chose de semblable au décret suivant, emporté dans les provinces par les voies qui restent ouvertes :

« Sont appelés sous les drapeaux de la République, tous les Français qui font partie des classes suivantes :

» 1° Le contingent de 1870 ;

» 2° Le contingent de 1871 ;

» 3° Les mobiles qui sont restés dans leurs foyers ;

» 4° Les hommes non mariés de 25 à 35 ans. »

J'ai estimé à 700,000 hommes le total de ces différentes classes, due d'autres élèvent à 800,000. Réduisez-les, si vous voulez à 600,000. Ce sont là, dans tous les cas des forces que vous ne pouvez négliger un jour de plus d'appeler en ligne ! Elles sont sous votre main ; elles n'attendent que le commandement. Prononcez donc enfin ce mot d'ordre, cette parole de salut. Rendez le décret que nous attendons de votre énergie.

Qu'est-ce qui peut vous retenir encore ? Je ne puis le concevoir.

Vous devez à ce sublime **Paris**, que l'avenir ne louera jamais assez, vous lui devez de lui montrer, non par des espérances, mais par des faits, qu'il a raison de compter sur la France.

Vous devez à la France de lui faire voir quelles forces immenses elle possède dans son sein. Pour la rassurer, vous n'avez besoin que de la montrer à elle-même.

Car jamais on n'a vu une grande nation, regorgeant de population et de ressources de tout genre, périr debout toute florissante ; si cela s'est vu par hasard, c'est qu'elle n'était pas commandée.

Que faut-il donc ? Une parole de vous à vos préfets, à vos sous-préfets, à vos maires. Ils n'ont, ils ne peuvent avoir qu'une seule affaire, qui est de faire marcher au drapeau les hommes que la loi y appelle.

Et voyez le danger où nous courons, si ces mesures tardent plus longtemps d'être prises. On parle vaguement de rassemblements d'hommes qui s'opèrent à la voix de quelques chefs particuliers, l'un en Normandie, l'autre en Bretagne. Ailleurs, il est question d'une ligne du Midi.

A merveille ! Tout ce qui atteste l'élan spontané des populations concourt au salut public.

Mais ces rassemblements ne produiront néanmoins que des corps particuliers, qui pourront même agir en dehors du plan de la défense générale.

Pour qu'ils aient tous leurs effets, il est nécessaire qu'ils soient reliés entre eux par les armées nationales, et celles-ci exigent, pour naître et se former, l'action des lois, telle que je la demande.

Ne retombons pas dans la constitution militaire du moyen-âge, une chevauchée pour chaque province, et point d'armée pour la France.

S'agit-il d'une guerre d'Espagne ? N'oublions pas que l'Espagne de 1810 avait ses armées régulières, espagnoles et anglaises, qui ont amené les grands résultats des Arapiles, de Vittoria, auxquels les guérillas n'eussent pu suffire.

La bonne volonté n'est que le commencement de l'action. Joignons-y l'autorité. Si les Prussiens eussent seulement donné rendez-vous en France aux gens qui se sentaient pris de la fantaisie personnelle d'y faire une incursion, quel eût été, croyez-vous, le nombre de ces aventureux ? Auraient-ils autour de nous les centaines de mille homme dont on nous menace.

Non, sans doute, imaginez que ce même système fût appliqué aux finances, et qu'on laissât à chacun le choix de payer ou non l'impôt, suivant qu'il serait bien ou mal inspiré. Que deviendraient les finances de l'Etat ? Ce que deviendrait une armée qui n'aurait pour règle que la fantaisie de chacun.

Enfin, ces armées nationales que nous appelons, je les suppose formées par les moyens légaux que j'ai indiqués. La question est de savoir à quel point du territoire il faut les porter. Les laisserons-nous disséminer à travers toute la France ? Voudrons-nous être forts en chaque point, moyen sûr de ne l'être nulle part ? Je maintiens que leur force sera dans leurs masses ; qu'il faut les tenir unies avec la certitude qu'elles pourront s'aider l'une et l'autre.

Cela admis, quand elles seront en état de se présenter à l'ennemi, quelle sera le point où elles devront exercer leur action décisive ?

Laissez-moi me servir d'un exemple pour préciser ma pensée.

La bataille de Marengo sera pour moi cet exemple. Soutenue par des conscrits, elle a été perdue pour nous pendant la plus grande partie de la journée. L'aile gauche et le centre avaient été emportés. Il ne restait que l'extrême droite qui tenait encore ferme.

Arrivé dans ces entrefaites le corps d'armée de secours de Désaix. Où porte-t-on ce corps pour rétablir les affaires ? Un général médiocre n'eût pas manqué de l'envoyer au secours de l'aile gauche en pleine déroute, et le corps de secours n'eût pas manqué d'être entraîné dans la défaite de cette partie de l'armée.

Au lieu de cela, le général porte le corps de Désaix à l'appui de la droite, du point qui tenait encore. Il ajoute la force à la force. Cela produit, au sein d'une défaite, la victoire de Marengo.

Aujourd'hui, notre champ de bataille est tout semblable. Notre aile gauche a été emportée, notre centre cerné. Reste un seul point fixe, inébranlable, notre colonne de granit, Paris, avec ses invincibles.

C'est donc là, c'est donc au secours de Paris qu'il faut envoyer les forces principales, dès qu'elles seront assez formées pour marcher à l'ennemi.

C'est par cette conception, en ajoutant la force à la force, que nous changerons encore une fois la défaite en victoire.

Je sais bien que tout cela suppose, pour l'armée de secours, un terrain d'opérations où elle puisse masquer ses mouvements ; une autre Vendée, où chacun de ses pas soit garanti contre la cavalerie et l'artillerie prussiennes. Il faudrait trouver des lieux où la nature vint au secours de l'héroïsme d'une armée nouvelle où tout se réunît contre l'envahisseur, où la France couvrît la France : oui, c'est là ce qu'il faudrait. Or, justement ces lieux existent Je pourrais indiquer les sentiers de nos Thermopiles... mais je me garderai de le faire ici... Je m'arrête.

Edgar QUINET.

Paris, octobre 1870.

DEUX MARÉCHAUX

Chose inouïe dans l'histoire : 85,000 hommes capitulent à Sedan ; 100,000 hommes capitulent à Metz. — Les premiers, jusqu'au dernier moment, étaient conduits par Mac-Mahon ; les seconds avaient pour chef Bazaine.

Les badauds s'en vont disant, avec des points d'exclamation dans la voix : « l'héroïque Mac-Mahon ! le sublime Bazaine ! »

Hélas !

Mac-Mahon est célèbre pour un coup de bonheur à Magenta ; il paraît qu'il avouait lui-même avoir eu là plus de chance que de mérite. Il passait, il entend le canon, il arrive, il décide la victoire ; on crie : « Grand général ! »

Il a une armée à Strasbourg Un des corps qui la composent, celui du général Douay, se laisse surprendre, faisant la soupe, par cent mille hommes sortant d'une trappe apparemment. Avis à Mac-Mahon. Bah ! c'est bien inutile ! Deux jours, Mac-Mahon est surpris à son tour, et la déroute est telle que les trains emportaient, hâletants, à toute vitesse, des tronçons de régiments, une masse entière de troupes mêlées ; — et la précipitation est pleine d'un étourdissement si vertigineux et si aveugle que le général ne songe même pas à faire sauter le tunnel de Saverne et à fermer la route aux Prussiens.

On crie toujours : « Grand général ! »

Bien plus, on a encore confiance : c'est lui qui commande l'armée qui se reforme à Châlons ; il a une artillerie formidable ; on va se replier sur Paris ; ce sera le tombeau des Prussiens ; une armée sous nos forts, c'est le salut !

Eh bien ! non ! Mac-Mahon ne revient pas nous couvrir. Il retourne vers le Nord. Il va se mettre entre une armée prussienne, qui le suit avec *quinze heures de retard*, et la frontière belge, où nos hommes seront désarmés .. Puis... c'est la capitulation de Sedan... 80,000 hommes enfermés dans une place où les obus plongent tout à leur aise, — les dernières troupes de la France qui se rendent.

Et les badauds de crier plus fort que jamais : Grand général ! Héroïque général ! Admirable général ! — On le chante un peu partout ! on le célèbre en vers au Théâtre-Français : on veut donner son nom à une rue. Attendez un peu : il aura sa statue.

—

Il n'a qu'un rival : c'est Bazaine.

Un général inepte, Frossard, se laisse aussi surprendre à Forbach. Nos soldats, héroïques, tiennent de dix heures du matin jusqu'à dix heures du soir. Tout le temps, le canon gronde Bazaine est avec un corps d'armée à une demi-heure du chemin de fer. Les trains marchent tout le jour, le télégraphe aussi, sans doute : Bazaine ne vient pas.

On se dit : Celui-la, c'est un bon général ; il n'a pas été battu.

On peut se replier, conserver un morceau d'armée à la France ; point, Bazaine attend : les Prussiens ont le temps de tourner le maréchal par Nancy et de l'enfermer dans Metz.

Chœur du public : « Celui-là, il les occupe ; il les garde à la frontière : décidément, c'est un homme fort. »

La place est bloquée : hermétiquement ? Non ! Bourbaki sort de Metz et offre d'y rentrer. D'ailleurs, Bazaine a 100,000 hommes avec lui, plus la garde nationale. Il va faire une trouée, s'échapper, venir à nous ? Non : il se rend.

Cette fois l'admiration ne se contient plus : c'est un Kléber, c'est un Marceau, et tout le monde s'en va répétant : Dieu que c'est beau de s'être rendu comme cela !

—

Mais ils ont été perdu par Bonaparte ! Mais c'est lui qui a donné les ordres qui nous ont fait battre à Reischoffen ! Mais c'est pour le laisser fuir que l'armée de Bazaine a dû revenir s'enfermer dans Metz ! Mais c'est parce qu'il l'a commandé que Mac-Mahon s'est jeté dans la souricière de Sedan ! Mais c'est parce qu'il a entravé la marche que Mac-Mahon est arrivé trop tard ! Mais c'est lui, lui seul, qui a voulu la capitulation de Sedan et qui s'est sauvé en perdant la France !

— Comment ! voilà le pays à deux pas de sa perte ; l'ennemi entré et victorieux ; nos provinces envahies ; le pays désarmé jusqu'au fort de Vincennes, et il s'est trouvé des soldats, des maréchaux, pour obéir à des ordres ineptes qui nous perdaient, sachant que ces ordres nous perdaient ; pour suivre les commandements d'un vieillard devenu imbécile, dont ils connaissaient l'imbécillité ; pour préserver la vie du scélérat qui livrait la France, tout en se rendant compte que sauver cet homme, c'était trahir le pays ! Et c'est là leur excuse !

Comment ! le lendemain de cette effroyable affaire de Reischoffen, perdue d'après les ordres de l'empereur, Mac-Mahon faisait une proclamation aux soldats, où il disait : « L'empereur est content de vous » ; Bazaine renonçait à passer, pour laisser la place aux fourgons impériaux ; Mac-Mahon partait avec Napoléon III, *qui commandait encore*, et agissait d'après ses indications ; l'homme de Décembre livrait notre dernière armée pour préserver sa précieuse personne, sans qu'il y eût personne pour se dresser devant lui ; et l'on ne voit pas que cette sorte de justification est l'accusation la plus terrible contre ces généraux, vils courtisans, contre ces Français plus dévoués à la Corse qu'à la France !

Comment ! alors même que Bourbaki, général commandant la garde *impériale*, traversait les lignes prussiennes pour venir assurer la République de son concours, Bazaine se taisait, ne donnait pas signe de vie, capitulait sans même qu'on ait reçu au gouvernement un avis officiel ; se rendait de telle façon qu'on ne l'a su par les Prussiens, et que la nouvelle de la reddition de Metz n'est encore venue que de Versailles ; et c'est là l'homme qu'on appelle « notre glorieux et fidèle Bazaine » !

Glorieux !... Réservez ce mot pour les grands exemples qui le méritent. Quand la population de Strasbourg, réfugiée dans les caves, sous les ruines, au milieu de ses édifices déchiquetés, vote la continuation de la résistance ; — quand une petite ville ouverte, comme Châteaudun, laisse les obus pleuvoir sur ses maisons et se bat, sans troupes, jusqu'à sa dernière cartouche, — alors on a raison de prononcer le mot d'héroïme. — Alors on a raison de s'exclamer et d'épancher son enthousiasme ; ce sont là les héros qu'il faut glorifier et les exemples qu'il faut suivre.

Mais, au nom du ciel, tâchons de profiter de nos malheurs pour en recueillir des leçons : rappelons-nous que nous avions des troupes immobiles sous le feu, et que nos troupes immobiles sous le feu, et que nos généraux les ont fait écraser ; souvenons-nous que nous avions des comités d'artillerie, et que ce sont eux qui ont empêché de faire des canons ; songeons bien que c'est la routine des « gens du métier » qui nous a mis où nous sommes ; et que nos désastres au moins nous servent à nous dégoûter des maréchaux. — Camille Pelletan.

LA RÈVOLUTION A PARIS

Voici en quels termes le *Moniteur* rend compte des événements de la journée du 31 octobre :

A L'HOTEL DE VILLE

A onze heures des groupes commencent à se porter vers la place de l'Hôtel de Ville et à jeter le cri de *Vive la Commune* !

Peu après la foule, plus compacte, veut forcer la porte de la cour Louis XIV ; un ordre est donné pour éviter le tumulte ; on ouvre les grilles.

M. Rochefort arrive à une heure et essaie de parler au peuple ; mais des orateurs inconnus empêchent ses paroles d'être entendues.

Je vous envoie à la hâte les paroles prononcées à une heure vingt minutes par le général Trochu sous le vestibule de la cour Louis XIV de l'Hôtel de Ville.

Ce discours est interrompu par les cris de la foule, qui réclame toujours la Commune et la levée en masse.

« Citoyens,

» Voulez-vous entendre les paroles d'un soldat ?

(Oui ! oui !)

C'est en vain que vous suspectez mon patriotisme, qui me conduira à la mort pour la défense de la République.

J'ai trouvé Paris sans défense ; il pouvait être envahi dans les quarante-huit heures sans difficulté.

J'ai consacré tous mes efforts à le rendre imprenable, il l'est aujourd'hui. (La Commune !)

Aucun ennemi, aussi puissant qu'il soit, ne peut y entrer. (Interruptions.)

Ne voyez-vous pas que pour nous défendre nous avons besoin de tous les moyens ?

Si nos armées ont été vaincues, c'est qu'elles n'avaient pas ce qu'il faut pour vaincre, elles manquaient d'artillerie.

Nous faisons tous les plus grands efforts pour triompher.

Nous avons réuni des forces capables de lutter avec l'ennemi. (Interruption.) »

A une heure 50 minutes, le général Trochu, poussé par le peuple, que la 6e compagnie du 107e bataillon précédée de son drapeau vient encore de grossir, est obligé, malgré les efforts que fait le commandant d'Auvergne, commandant des mobiles du Finistère, d'abandonner la place et de remonter dans les salles de l'hôtel de ville.

M. Jules Simon essaie de lui succéder, mais ne parvient pas à se faire entendre.

On fait masser des mobiles campés dans l'Hôtel-de Ville sur les marches de l'escalier.

Il est deux heures un quart, on craint un envahissement.

—

Nous extrayons d'un autre récit du même journal les détails qui suivent :

A partir de deux heures, des détachements de gardes nationales sans armes, venant du quai Pelletier et de l'avenue Victoria, envahissent la place de l'Hôtel-de-Ville. Le 118e bataillon de la garde nationale se fait remarquer. Il porte le drapeau tricolore, sur lequel se lisent en grosses lettres : Vive la République ! pas d'armistice ! résistance à mort !

En ce moment, MM. Etienne Arago, Rochefort et Brisson paraissent à une des fenêtres de l'Hôtel-de Ville. Le tulmute devient extrême, et on ferme toutes les portes pour protéger les membres du gouvernement.

Ce tulmute augmente encore quand on entend la détonation d'une arme à feu. Les curieux, qui se trouvaient mêlés aux gardes nationaux, s'échappent dans toutes les directions, par la rue de Rivoli et par les quais, répandent l'alarme sur leur passage. Les boutiques se ferment.

On fait courir le bruit que le gouvernement a fait tirer sur le peuple et sur l'armée, et qu'ou est trahi. Sans contrôle, sans examen, ce bruit absurde se propage au milieu d'une indicible agitation.

Enfin, après une panique sans raison, on apprend que l'individu qui a tiré un coup de pistolet a été arrêté, et que le gouvernement est étranger à tout ce qui s'est passé.

Cependant, malgré cette preuve, la foule revient sur la place de l'Hôtel-de Ville ; elle se compose d'individus en fureur, tous partisans de la commune. Ces forcénés enfoncent les portes de l'Hôtel-de-Ville, tandis que M. Etienne Arago, du haut d'un balçon, essaie de parler sans pouvoir se faire entendre. Bientôt la foule, arrivée dans les salles jette par les fenêtres des bulletins de vote. Ces diverses listes ne se ressemblent pas, ce qui prouve que ces fauteurs de désordres ne sont déjà plus d'accord entre eux.

On crie : « Vive la Commune ! à bas le gouvernement ! vive Blanqui ! vive Pyat ! »

Il est six heures ; M. Gustave Flourens apparaît à cheval à la tête de son bataillon. Les gens de Belleville pénètrent avec lui dans l'Hôtel-de-Ville.

Un garde national jette par la fenêtre des bulletins avec ces mots : « La commune est acceptée. » Sur une des listes figurent les noms de : Dorian, président ; Félix Pyat, Louis blanc, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Joigneaux, Martin Bernard Mottu, Greppo, Delescluze, Bonvallet — D'autres listes portent les noms de Gustave Flourens et Blanqui.

Mais vers huit heures le bruit se répand que le général Trochu est libre. Cette bonne nouvelle se propage avec la rapidité de l'éclair sur les boulevards, la place Vendôme et à l'état-major. Aussitôt on crie avec enthousiasme : « Vive trochu ! A bas la commune ! A bas Blanqui ! »

Cet enthousiasme augmente. Le rappel bat dans tous les quartiers, la garde nationale se réunit et marche en grand nombre vers l'Hôtel de-Ville pour rétablir l'ordre et expulser les pertubateurs.

A partir de ce moment l'ordre se rétablit un peu. Vers onze heures, un bataillon de la garde nationale, ayant à sa tête M. Jules Ferry, entre à l'Hôtel-de-Ville.

Un peu plus tard, le général Trochu et le général Ducrot rentre au Louvre. ils sont accueillis avec le plus grand enthousiasme.

En même temps, la place de l'Hôtel-de-Ville est cernée par la garde nationale et la garde mobile. Les émeutiers qui occupent les salles, se voyant perdus, crient que si on les expulse, ils fusilleront MM. Jules Favre, Jules Simon et Garnier-Pagès, qui sont en leur pouvoir, maiv un leur répond qu'on tient quatre-vingt des leurs.

Le général Trocgu arrive à cheval à la tête de son état-major. Les tambours battent aux champs ; les cris de : « Vive Trochu ! » éclatent de toutes parts sur la place. Il entre à l'Hôtel-de-Ville, délivre ses collègues du gouvernement provisoire. On n'entend plus le moindre cri de : « Vive la commune ! »

Au bout de quelques instants l'Hôtel-de-Ville est repris, non sans peine, par la garde nationale et la garde mobile.

On a appris depuis que Blanqui, de concert avec ses collègues, avait profité de l'heure pendant la quelle il avait usurpé le pouvoir, pour destituer les maires de Paris.

On annonce que M. Delescluze avait refusé catégoriquementde siégerdans un conseil avec MM. Rochefort et Félix Pyat. MM. Victor Hugo et Louis Blanc ont aussi protesté. Ils ont déclaré n'être pas allés à l'Hôtel-de-Ville.

—

Nous lisons dans un troisième récit :

M. Ernest Picard comprenant le danger, parvint à s'échapper et se rendit au ministère des finances, où il prit les mesures les plus urgentes pour organiser la résistance, tandis que ses collègues étaient retenus prisonniers par les factieux.

M. Picard envoya des ordres écrits et signés à l'état-major du gouverneur, à l'état major de la garde nationale, ordonna de battre la générale dans tous les quartiers de Paris. Il fit occuper l'imprimerie nationale, défendit au *Journal officiel* de rien imprimer, et envoya dans tous les ministères en prévenant de se tenir sur la défensive.

Un messager de l'Hôtel-de-Ville, porteur d'un ordre de Blanqui, s'étanté présenteau ministère des finances, fut arrêté.

M. Picard conserve l'ordre comme pièce a conviction de l'usurpation des pouvoirs de Blanqui en dehors de l'assentiment national.

L'amiral La Roncière, l'amiral de Challié et leurs états-majors viennent se mettre à la disposition de M. Picard, improvisé ministre général de Paris, et qui, dans toute cette affaire, a montré une présence d'esprit et un sang-froid dignes des plus grands éloges.

On parle de quelques coups de feu tirés dans la bagarre, sans qu'on sache d'où ils sont partis. L'incident, du reste, n'a eu de suite fâcheuse pour personne Les mobiles n'ont pas même eu à faire usage de la baïonnette, leur seule présence ayant suffi pour dissiper l'émeute.

Les mobiles, une fois maître de l'Hôtel-de-Ville, ont enfermé les factieux dans les caves, puis les ont fait sortir apres les avoir désarmés et les ont relâchés.

ACTES OFFICIELS

GARDE NOTIONALE MOBILISÉE.

Les membres du Gouvernement de la défense nationale, délégués pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs,

Vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870 ;

Vu les décrets des 29 septembre, 11 octobre et 2 novembre 1870 ;

Décrètent :

Art. 1er. — Les citoyens mobilisés par le décret du 29 septembre de la présente année forment un premier ban, dans lequel sont compris ceux qui ont été, à titre de soutiens de famille, exemptés par les conseils de révision.

Art. 2. — Les citoyens mobilisés par le décret du 2 novembre de la présente année forment un second ban, qui se subdivise en trois autres : le premier comprenant les hommes de 21 à 30 ans ; le second, les hommes de 30 à 35 ans ; le troisième, de 35 à 40 ans.

Art 3. — Les bans organisés par le présent décret seront successivement appelés et mis à la disposition du ministre de la guerre dans l'ordre qu'il fixera ultérieurement.

Art. 4. — Un conseil de révision, composé au chef lieu de chaque arrondissement du sous-préfet, d'un lieutenant de gendarmerie et d'un membre du conseil municipal, statuera souverainement, à mesure des appels successifs, sur les réclamations formées pour infirmités, après avoir pris l'avis d'un médecin étranger à l'arrondissement, et entendu le médecin de l'appelé, si l'appelé le réclame.

Art. 5. — Il n'est rien innové en ce qui concerne les administrations financières, civiles, de l'instruction publique, des cours et tribunaux, les établissements publics employés au service de l'Etat, qui restent réglés, comme ils le sont, par les dispositions antérieures au décret du 2 novembre.

Art. 6. — Il sera fait pour la marine un contingent réglé par le Ministre de la guerre des hommes ayant servi dans la marine et munis de brevets de spécialité.

Art. 7. — Le Ministre de l'intérieur et de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, laquelle aura lieu immédiatement après qu'il aura été publié conformément à l'ordonnance du 18 janvier 1817.

Fait à Tours, le 7 novembre 1870.

Signé : Ad. CRÉMIEUX, L. GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, FOURICHON.

Les membres du Gouvernement de la Défense Nationale délégués pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs :

Vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870 ;

Vu les décrets du 29 septempre, 11 octobre et 2 novembre, sur la garde nationale mobilisée ;

Décrètent :

Art. 1er. — La garde nationale mobilisée est soumise à la discipline réglée par les article

© MÉDIATHÈQUE ROANNAIS AGGLOMÉRATION-ROANNE

113, 114 et 116 de la loi du 13 juin 1851, sur la garde nationale, ainsi que par les articles 5, 81 et 83 de ladite loi.

Les peines énoncées à l'article 113 sont applicables, selon la gravité des cas, aux fautes énumérées aux articles 73, 74 et 76 de la même loi.

La privation du grade est encourue dans le cas prévu aux art. 75 et 79.

Elle est prononcée :

Pour les officiers, par le ministre de l'intérieur, sur le rapport du commandant en chef.

Pour les sous-officiers, caporaux ou brigadiers, par le commandant en chef.

Art. 2. — Une fois à la disposition du ministre de la guerre, la garde nationale mobilisée sera soumise à la discipline de l'armée, conformément à l'art. 11 du décret du 11 octobre 1870.

Art. 3. — Le ministre de l'Intérieur et de la Guerre est chargé du présent décret.

Fait à Tours, le 8 novembre 1870.

Léon Gambetta, Ad Crémieux, Glais-Bizoin, L. Fourichon.

Officiers échappés de Sedan

Un déeret du 6 novembre 1870 accorde un délai de huit jours aux officiers échappés au désastre de Sedan et n'ayant contracté avec l'ennemi aucun engagement qui les empêche de prendre part à la défense du pays, pour rejoindre leur poste ou leur dépôt.

Tous ceux d'entre eux qui, à moins d'empêchements de force majeure, dûment constatés, n'auront pas rejoint leur corps ou leur prste dans le délai prescrit, seront l'objet des mesures de rigeur édictées par les règlements et le code militaires.

Ordre du jour.

Le ministre de l'Intérieur et de la Guerre a fait paraître l'ordre du jour suivant à l'armée :

ORDRE :

Un corps de francs-tireurs vient de manquer d'énergie devant l'ennemi, en se repliant en désordre sans que rien motivât sa retraite.

Le commandant de ce corps a été révoqué.

Le ministre de la Guerre porte à la connaissance de l'armée auxilière, que tout corps de francs-tireurs qui ne justifierait pas sa création par une attitude énergique en face de l'ennemi, serait immédiatement *dissous* et *désarmé*, sans préjudice du renvoi devant la Cour martiale la plus voisine.

Le ministre de l'Intérieur et de la Guerre,
Léon Gambetta.

Correspondances avec Paris

La délégation du Gouvernement de la défense nationale,

Décrète :

Art. 1er — Il est permis à toute personne résidant sur le territoire de la République de correspondre avec Paris par les pigeons-voyageurs de l'administration des télégraphes et des postes, moyennant une taxe de cinquante centimes (0,50 c.) par mot, à percevoir au départ, et dans les limites qui seront déterminées par des arrêtés du directeur général de cette administration.

Art. 2. — Les télégrammes destinés à cette transmission spéciale seront reçus dans les bureaux de télégraphes et de poste qui seront désignés par l'administration, et transmis au point de départ des pigeons-voyageurs par la poste, ou par le télégraphe, lorsque les exigences du service général le permettront.

Il ne sera perçu aucune taxe complémentaire à raison de la transmission postale ou télégraphique, ni à raison de la distribution des télégrammes à domicile à Paris.

Art. 3. L'Etat ne sera soumis à aucune responsabilité à raison de ce service spécial. La taxe perçue ne sera remboursée dans aucun cas.

Art. 4. — Le directeur général des télégraphes et des postes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait a Tours, le 4 novembre 1870.

Signé : Léon Gambettl, Fourichon, Crénieux, Glais-Bisoin.

Effet de Commerce,

Le Gouvernement de la défense nationale

Art. 1er. — Les effets de commerce qui ont donné lieu à la loi du 14 août, et aux décrets du 20 septembre, du 16 octobre 1870, seront désormais, comme tous effets de commerce qui seront souscrits à l'avenir, soumis au protêt, dénonciation et poursuites dans les délais déterminés par le Code de commerce.

Art. — Pour bien fixer les époques où les payements des effets souscrits jusqu'au 12 octobre dernier pourront être exigés, et pour interpréter au besoin la loi et les décrets susénoncés, il est décrété que tous les effets, quelle que soit l'époque de leur création, depuis le 45 août, ne seront exigibles qu'après trois mois, soit quatre-vingt dix jonrs à compter du jour de leur échéance.

Art. 3. — Exceptionuellement, et par dérogation aux dispositions du Code de commerce, le protêt à défaut de payement aux jours indiqués par l'article 2 pour l'exigibilité, pourra être fait pendant cinq jours, à compter du jour de l'exigibilité ; les dêlais de dénonciation de protêt et d'assignation ne courront qu'à compter de ce cinquième jour, même si le protêt a lieu avant le cinquième jour.

Art. 4. — Pour tous les effets échus ou à échoir jusqu'au 30 novembre prochain, les protêts, dénonciations, actes d'assignation et jugements de condamnation, seront enregistrés gratir.

Art. 5. — Jusqu'à la fin de la guerre, et pendant le mois qui en suivra la cessation, l'arti-1243 du code civil, § 2, pourra être appliqué par les tribunaux de commerce, quand le débiteur réclamera un délai a l'audience, le jugement étant alors contradictoirement rendu. Si le débiteur s'est laissé condamner par défaut, il ne pourra réclamer aucun délai sur l'opposition.

Art. 6. — Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux départements envahis, même en partie Dans ces départements, les échéances sont prorogées de droit ; tous les actes de protêt, de dénonciation, de poursuite quelconque, sont interdits. La loi commerciale ne reprendra son cours qu'un mois après la cessation de la guerre ou l'abandon par l'ennemi dû territoire occupé.

Fait à Tours, en conseil du Gouvernement, le 5 novembre 1870.

Ad. Crémieux, L. Glais-Bisoin, L. Fourichon.

ANNALES DU SECOND EMPIRE

Un Préfet impérial

Ce n'est pas notre faute si le gouvernement de Bonaparte, né dans le crime, a commis toutes les bassesses et consommé toutes les infamies, mais c'est notre devoir de montrer au pays l'abîme de sang et de fange où l'avait fait rouler la monarchie impériale. L'immoralité du souverain et de son entourage a été tellement monstrueuse, qu'elle sera à jamais un scandale pour la France comme pour les autres peuples.

Quelque pénible que soit la tâche du révélateur fidèle, qui prépare les jugements de l'histoire, il ne doit pas, il ne peut pas reculer devant l'impérieuse nécessité de mettre virilement l'entière vérité sous les yeux de la nation. Elle apprendra ainsi à connaître, par des documents authentiques, par des faits précis, l'homme qui, pendant vingt ans, a disposé de ses volontés, de son sang, de son argent pour satisfaire ses ambitions les plus coupables et ses désirs les plus criminels ; et peu à peu elle sentira monter à ses lèvres, pour cet usurpateur sans vergogne et sans courage, le mépris et le dégoût.

On a souvent attaqué les préfets du second empire. Il n'est pas inutile de faire voir aujourd'hui, par la plume de l'un d'eux, le cynisme révoltant des idées qui présidaient à la direction gouvernementale, et notamment de quelle manière certains ministres et préfets appréciaient la famille : tel maître, tel valets.

LETTRE DU PRÉFET D'AURIBEAU A M. PIÉTRI

PRÉFECTURE DES BASSES-PYRÉNÉES.

Cabinet du Préfet.

Mon chèr Piétri,

J'ai reçu les 10,000 fr. que vous m'avez envoyés de la part de l'empereur pour les travaux de Biarritz Jamais ondée plus bienfaisante n'est tombée dans une caisse plus complétement à sec.

J'allais vous le demander pour ne pas interrompre nos travaux, qui, du reste, marchent bien.

Je vous envoie le projet de vente du bois d'Amotz. Si S. M. l'approuve, veuillez me le retourner, afin que je le fasse transcrire sur papier timbré, signer par le maire en triple expédition, et que je vous le renvoie pour le soumettre à la signature de S. M. l'impératrice, et tout sera dit. Fonds et superficie, ça y est.

Vous vous plaignez de la chaleur, mon cher Piétri ; vous soupirez après les ombrages ! Sybarite, va ! Que diriez-vous, bon Dieu, si, comme nous, vous étiez obligé de partir en tournée pour six semaines, avec la perspective de séances de six heures, 36 degrés de chaleur à l'ombre, « le « tout au milieu d'une atmosphère d'extraits de « conscrit qui a des émotions ! »

Non, vrai ! la révision au mois de juin et de juillet dans le midi devrait être défendue. Mais ma seule consolation, c'est l'espoir que pas mal de nos grands collègues de première deviendront enragés Ça sera de l'avancement dans le corps. « Et notre ministre qui nous recommande d'être « aimables tout plein, de manger beaucoup, de « boire davantage, d'embrasser les filles, de cour- « tiser les femmes, de frapper sur le ventre des « maris, et de faire la bouche en cœur à tout le « monde ; il croit, à ce qu'il paraît, que les pré- « fets ne sont pas de la chair, mais du marbre, « *et pas même quelques éponges de gratification.* »

Allez vous en récuber *sub tegmine fagi*.

Moi, je me livre au gendarmes et à leurs bottes d'ordonnance. *Ora pro nobis*.

Bien à vous,
G. d'Auribeau.

CE QUE COUTENT LES COUSINS D'UN EMPEREUR

On a vu par un précédent bulletin, ce que coûtait à la France la famille impériale, d'après un compte trouvé aux Tuileries.

La note suivante, qui émane de la même source, récapitule les sommes payées au prince Murat et à sa famille. On sait comment les cousins de Napoléon III dissipaient toutes ses largesses tirées de la bourse des contribuables.

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR

ÉTAT B.

État des sommes qui, depuis 1852, ont été payées en capital à S. A. le prince Lucien Murat et aux membres de sa famille.

1° S. A. LE PRINCE LUCIEN MURAT

Avril 1852.

1° Un million de francs, payable par à-comptes mensuelles de 25,000 fr., plus les intérêts, ci.	1,000,000 »
Décembre 1852.	
2° Un million de francs, payable par sixième et par mois, plus les intérêts, ci	1,000,000
Cette somme est accordée à la condition que la pension du prince sera réduite de 100,000 à 50,000 fr., et qu'il sera fait emploi du capital, pour l'usufruit, en faveur du prince, et pour la nue propriété en faveur de son fils aîné.	
Février 1860.	
3° Trois cent mille francs (cette somme est accordée pour l'acquisition d'un hôtel situé à l'angle de la rue Montagne et de la rue Goujon, ci. . . .	300 000 »
Ma 1860.	»
4° Douze mille cinq cent francs pour le paiement d'un legs dû au prince, du chef de sa mère, sur la succession du cardinal Fesch, ci.	12,500 »
Juillet 1860.	
5° Cent mille francs, montant d'une allocation mise à la disposition du prince, ci. . . .	100,000 »
Décembre 1864.	
6° Soixante-sept mille francs, (cette somme est accordée à titre d'avance remboursable ; mais elle n'a été remboursée que jusqu'à concurrence de 35,000 fr.), et en conséquence, il reste dû.	32,000 fr.
Total. . . .	2,444,500 »

2° S. A. LE PRINCE JOACHIM MURAT

Mars 1864	
Allocation de cent quatre-vingt mille francs à l'occasion de ce mariage, ci.	180,000 »

3° Mme LA DUCHESSE DE MOUCHY

Allocation de un million sept cent trente mille soixante-deux fr., quarante-huit centimes, pour servir à constituer la dot de Mme la duchesse de Mouchy, ci.	1,738,062 48
Ensemble. . . .	5,362,562 48

La note suivante, écrite à l'encre, est tracée en marge de cette pièce.

La dot était de 2,000.000 *de francs, le surplus de la somme de* 1,739,052 *fr.* 48 *cent. a été payée par l'empereur en dehors de l'intervention du ministère*

—

Séance du 18 octobre 1852.

M. le Maire propose à la commission d'adresser au prince président de la République, des félieitations sur sa marche triomphale dans le midi de la France et des vœux sincères sur le rétablissement de l'empire.

La Commission à l'unanimité, adhèrant avec empressement à la proposition de M. le Maire a adopté l'adresse dont la teneur suit :

Prince.

Notre ville a eu l'heureux privilége d'être une des premières parmi celles que vous venez de parcourir si glorieusement et qui vous ont fait entendre leurs souhaits et leurs élans de reconnaissance ; mais prince, vous n'aviez pas encore soulevé le voile de l'avenir auquel la France devait aspirer et nos vœux impatients ne pouvaient alors se manifester qu'avec la respectueuse réserve dont votre sagesse elle même était inspirée ! Grâce vous en soient rendue, prince ! vous avez écouté les aclamations du pays et apprécié les sentiments unanimes des populations dont l'enthousiasme s'unit à la reconnaissance de toutes les classes de la nation pour reconnaître les services éminents du chef de l'Etat.

Oui, Prince, la France a recueilli le souvenir de tous les actes solennels, qui ont signalés votre initiative durant cette période critique de luttes incessantes, entre les partis et le pouvoir ; elle pourrait oublier cette haute sagesse qui inspire votre parole toujours si puissante et si conciliante pour raffermir la confiance, quant elle semblait le plus ébranlée, et pour rétablir la tranquillité tant de fois menacée par la fragilité de nos institutions et par les funestes divisions de l'assemblée nationale. La France a su enfin rendre haute justice au dernier reste héroïque de votre dévoûment qui a terminé si glorieusement au deux décembre l'ère de l'arnachie.

Voilà Prince, les titres qui vous ont évoqué à jamais les cœurs des nations ; elle a vu remonter l'élévation de notre patriotisme comme elle a su se souvenir de la gloire immortelle attachée au nom du neveu héritier de l'Empereur.

Prince, daignez aujourd'hui recevoir au milieu de notre triomphe les humbles hommages de la ville de Roanne, par l'organe de la Commission municipale. Elle vous renouvelle ses vœux et elle joint ses plus ardentes acclamations à celles de toute la France pour saluer votre prochain avènement au trône impérial.

La gloire et la prospérité de la France resteront éternellement unis selon les vues de la Providence à la gloire future de votre régne. Vive Napoléon III !

Signé : Deviry père, Audras-Favrel, Pochain, Chez, Legrand jeune.

On avouera qu'il faut avoir une fière impudence pour glorifier le 2 décembre, quand le coquin qui l'a commis a cru devoir lui-même chercher à s'en justifier :

Du reste quand on rapproche les platitudes précédentes des âneries débitées par MM. Bertaud et Ardaillon et relatées dans la lettre de M. Pérard, on se demande si la veille du coup d'Etat, on n'avait pas ouvert à dessein les portes des maisons d'aliénés.

Em. Critot.

Chronique locale

Après le très-grand succès que nos armes ont obtenu près d'Orléans, nous devons plus vivement que jamais organiser la résistance. Des travaux de défense ont été commencés près de Charlieu, on va les pousser avec activité. Les mobilisés, à qui l'on vient d'allouer une solde devront être réunis par bataillons, et sérieusement exercés. Avant la fin de la semaine ils recevront des armes, 4,000 fusils à percussion, 3,000 carabines Sprinfield ont été envoyés à Saint-Etienne, une partie est attribuée à l'arrondissement.

Les habitants des campagnes s'opposent à l'exécution des travaux de défense, se figurant que les Prussiens les épargneront s'ils s'abstiennent de se défendre. C'est là un préjugé qu'il importe de faire disparaître et que démente leur conduite journalière. Les Prussiens ne détruisent pas nos villages pour assurer le succès de leurs armes. Ils détruisent pour détruire, le but qu'ils poursuivent c'est l'amoindrissement de la France. Tous les moyens leur sont bons pour atteindre ce résultat.

MAIRIE DE ROANNE

République française

Liberté, Egalité, Fraternité

—

CITOYENS,

L'emprunt de 300,000 fr. provoqué par le conseil municipal a pour but, non seulement de faire face aux dépenses de l'armement, mais surtout de venir en aide, soit en donnant du travail, soit par tout autre moyen, aux malheureux, que l'état de guerre laisse sans ressources. Conformément à l'article de la délibération du conseil municipal ainsi conçu :

Emprunt de la défense nationale et secours aux victimes de la guerre

Nous engageons de nouveau tous ceux qui le peuvent à souscrire à notre emprunt.

Pour faciliter toutes les bourses, on fera des obligations de 250 fr.

L'Administration est fermement résolue à remplir la pénible tâche qu'elle s'est imposée de maintenir l'union entre tous les citoyens ; mais aussi de soulager toutes les misères. Ne viendrez-vous pas en aide ?

PEILLON, Maire.

A M. LE PRÉFET DE LA LOIRE.

—

Le Conseil municipal de Roanne vient d'émettre un vœu favorable à la reconstitution, non pas *du*, mais *d'un* Conseil général dans le département de la Loire.

Pour en arriver à solliciter une assemblée délibérante, c'est-à-dire, un nouveau rouage dans le mécanisme administratif, lorsqu'il faudrait un dictateur, un homme ayant tout pouvoir sur le département, il faut que nous ayons perdu beaucoup de cette confiance que nous inspirait au début l'administration de M. Bertholon.

Hélas, si nos illusions s'en vont, une à une, ce n'est pas trop notre faute.

Que voulions-nous avant tout ? l'organisation de la défense dans notre arrondissement dont l'importance stratégique est indiscutable, puisqu'il couvre et la route de Saint-Etienne et la route de Lyon.

Quant aux profits de cette défense, nous croyons pouvoir les résumer ainsi :

Les Communes de notre arrondissement ne pouvant que retarder la marche de l'ennemi et n'étant pas en situation de l'arrêter, auraient été, tout au moins, fortement rançonnées. Mais Saint-Etienne aurait pu gagner quelques jours soit pour la fabrication de ses armes, soit pour mettre à l'abri son immense matériel : Lyon aurait eu le temps de compléter ses approvisionnements.

Pour obtenir ce résultat, qu'avons-nous demandé à M. le préfet de la Loire ?

D'une part, le moyen d'organiser la garde nationale, au moins la garde nationale mobilisée.

De l'autre, quelques armes et des munitions.

Or, depuis le 4 septembre, malgré les instances les plus pressantes, des dépêches sans nombre, des voyages multipliés faits à Saint-Etienne par des représentants de notre municipalité, Roanne n'a encore reçu *ni un fusil, ni une cartouche*, et sa garde nationale mobilisée est littéralement dans l'impossibilité de se constituer d'une façon définitive :

Notre situation est telle que si l'ennemi continuait rapidement sa marche en avant pour se porter soit sur Lyon, soit sur Saint-Etienne, on ne trouverait pas, dans un arrondissement qui compte au moins quinze mille hommes valides et de 3,000 à 4,000 célibataires mobilisés, trois cents hommes armés de fusils de munition, et les trouverait-on, on n'aurait pas de cartouches à leur donner ; sans compter qu'ils ne seraient pas même équipés, et qu'après avoir fait leur devoir, ils n'auraient même pas cette garantie qui couvre le soldat malheureux, lorsqu'il tombe entre les mains de l'ennemi.

A qui la faute ? N'hésitons pas à le dire : un peu à M. Bertholon, préfet de la Loire qui a fait son affaire de l'habillement et de l'équipement des mobilisés et qui en est encore à demander l'état nominatif des diverses compagnies de l'arrondiosement ; à M. Bertholon, qui ne prend aucune mesure pour rendre réelle et sérieuse la mobilisation des célibataires, qui ne songe pas assez à les dépayser, et à procurer une légère indemnité à ceux que l'on appelle pour l'exercice et qui ont rigoureusement besoin de leur travail pour vivre. A M. Bertholon, qui met une lenteur desespérante, à nous aider soit pour notre armement, soit pour l'organisation de notre défense.

Il ne doit pas suffire au préfet de la Loire, d'être considéré par les Stéphanois comme un très-bon préfet de Saint-Etienne. Sous ce rapport, l'ambition de M. Bertholon sera sans doute satisfaite, mais nous ne pensons pas que l'équité y trouverait son compte.

Personnellement, je me permettrai de rappeler à M. Bertholon qu'il a fait autrefois de très-beaux articles sur l'Algérie, articles d'après lesquels, lui, conseiller municipal d'Alger, établissait l'ingratitude et l'injustice du Gouvernement qui trouvait bon de prendre à l'Algérie ses richesses pour ne la payer que de l'abandon le plus complet. Eh bien ! moi qui ai lu et inséré dans l'*Eclaireur* ces articles saisissants de vérité et de franchise et qui, naturellement, ai cherché d'en faire mon profit, je ne comprends pas comment, sous l'administration de M. Bertholon l'arrondissement de Roanne soit traité par le département comme l'Algérie infortunée l'était par la mère-patrie.

Voyons, M. le préfet, soyez de bonne foi.

Depuis la Révolution du 4 septembre, vous avez trouvé à Roanne un empressement et un bon vouloir que vous ne pouvez contester ; on a essayé de vous rendre la tâche facile. Partout on a fait l'éloge et de votre personne et de votre administration, autant, du reste, pour rendre hommage à la vérité que pour vous donner cette force morale qui est indispensable à tout haut fonctionnaire. Tout le

© MÉDIATHÈQUE ROANNAIS AGGLOMÉRATION-ROANNE

monde vous a tendu la main. Vous avez demandé des sacrifices d'argent, vous a-t-on coutrecarré ? Jamais.

Cependant, si nous payons notre quote part des dépenses nécessaires à la défense du département, si à nos risques et périls nous barrons le chemin aux Prussiens pour défendre Saint-Etienne et l'industrie stéphanoise, il est assez juste que, dans la mesure de vos forces, vous nous prêtiez votre concours, et que nous trouvant bons pour payer, vous nous trouviez également bons pour nous défendre.

Votre façon d'éluder les demandes les plus modérées et les plus raisonnables dès lors qu'elles intéressent un arrondissement autre que celui de Saint-Etienne n'est pas le fait d'une administration impartiale.

Et c'est avec regret que nous constatons que le Conseil municipal de Roanne a été amené par votre indifférence persistante à notre égard à émettre nn vote, qui n'est pas du tout, un vote de confiance ; cela ne nuit en rien à l'estime que les conseillers municipaux de notre ville ont pour vous, mais ils sont avant tout les mandataires de plusieurs milliers d'électeurs dont ils voient les intérêts sacrifiés, et en réclamant un conseil général, ils ont cru remplir un devoir que, du reste, vous leur avez imposé.

E. CRITOT.

A la suite d'une protestation signée par un grand nombre de commerçants et insérée dans l'avant-dernier numéro du *Courrier*, M. Muron a donné sa démission de président du tribunal de commerce.

—

Nous apprenons aux quelques personnes qui l'ignorent encore, que le cercle industriel est déjà ouvert depuis quelques jours.

—

En présence de l'invasion qui nous menace M. Pourrat a cru devoir dans l'intérêt des familles, retarder de quelques jours la rentrée des classes au collége de Roanne. C'est un acte de prudence dont nous le remercions.

Roanne, le 8 novembre 1870

Monsieur Barge,

Vous avez répandu dans le public des calomnies telles, qu'elles me mettent dans la nécessité de rétablir la vérité. — Le 30 octobre dernier, à la foudroyante nouvelle de la trahison de Metz, je ne pus m'empêcher, tout en maudissant le traître, de prononcer quelques paroles d'espérances que je désirais faire partager aux nombreux citoyens qui m'entouraient et j'ajoutai une appréciation au sujet des instruments de l'Empire qu'il était urgent de remplacer. Voici les paroles que j'ai prononcées : « Les « revers que la France vient d'éprouver sont le châ« timent que nous avons mérité en laissant faire le 2 « décembre ; nous ne devions pas nous fier à Ba« zaine, qui avait fait fusiller au Mexique les généraux « qui défendaient leur pays; pasplus que nous devons « compter ici sur le clergé, dont le chanoine de la « paroisse a encensé, en lui faisant les honneurs du « dais, le brigand de décembre couvert du sang fu« mant encore de tant de victimes, le même que « nous appelons aujourd'hui le traître de Sédan ; pas « plus que le président du tribunal civil qui, lors du « procès du citoyen Magnen, voyer de la ville, a dit, en « interrompant l'avocat Chassin : « L'empereur est sa« cré pour tout ce qu'il a fait avant comme après. » En « le juge Ardaillon, le même jour et dans un autre « jugement, qui s'est hâté d'ajouter : « L'empereur « est sur la terre ce que Dieu est dans le ciel. » — « Et la République garde à leur poste et à sa solde de « pareils hommes ! ! ! — Pour éviter de nouvelles tra« hisons, nous demandons la révocation de tout ce « qui a servi l'Empire. »

Telles sont les paroles que j'ai prononcées.

C'est à ce moment, Monsieur, que vous élevant contre moi vous m'avez outrageusement calomnié en me qualifiant d'habitué de la Sous-Préfecture sous l'Empire, termes que la foule, comme moi, a parfaitement compris, comme si vous m'aviez dit ; « Vous êtes un mouchard. » Je vous ai sommé de le prouver et, sur votre refus, je vous ai témoigné mon mépris en vous crachant à la figure, ce que vous avez accepté sans mot dire ; mais après, pour exercer votre vengeance, vous avez eu recours aux procédés des Baziles et des Tartufes, vous avez, dénaturant mes paroles, fait circuler que j'avais demandé la tête de M. le curé Dubost et celle de M. Berthaud. — Je laisse ces procédés et ces fureurs aux hommes qui ont soutenu le 2 décembre, qui ont fait déporter 126 mille citoyens, dont 24 mille de Paris, qui ont fait périr à Cayenne, les martyrs de Charlieu et d'Ecoches (de notre arrondissement), Roux, Bernadin, et Auclair, instituteur.

Vous, M. Barge, qui prétendez savoir ce qui s'est passé à la Sous-Préfecture depuis vingt ans, vous pourriez, si vous le vouliez, nous dire les noms de ces hommes composant les commissions mixtes, les bourreaux et non les juges de ces défenseurs généreux de la République. — Dans votre aveugle colère, vous m'avez reproché de m'être occupé de l'élection de M. de Rainneville. C'est un fait politique dont je continue à me faire honneur, et je remercie M. le docteur Thiodet d'avoir encouragé mon activité en faveur de cette candidature ; je ne m'en suis occupé, du reste, qu'après avoir obtenu de M. Rainneville sa profession de foi libérale et anti-impériales, et en outre, vous prie de remarquer que nous avons agi alors comme nos amis les républicains de Paris, et Lyon, Marseille et autres villes importantes. Je suis convaincu que si nous avions réussi, M. de Rainneville, financier indiscutable, nous eût puissamment aidés à précipiter la chute de l'Empire et à nous préserver tant des désastres qui nous accablent que de ceux qui nous menacent encore, — Je vous préviens encore qu'agissant toujours avec vérité et au grand jour, je laisse à vous et à tous réactionnaires l'emploi des moyens mensongers qui vous sont familiers.

J'ai l'honneur d'être,

PÉRARD.

Régny le 10 novembre 1870.

Monsieur E. Critot.

Dernièrement je lisai dans un de vos articles que vous aviez cherché tous les moyens possible de procurer du travail à vos concitoyens.

Il en est un bien simple et qui aurait le double avantage de procurer du travail à beaucoup de ceux qui n'en ont pas et de faire un corp d'armée d'anciens soldats.

Ce serait de ne pas excepter les hommes d'équipe des chemins de fer, de la mobilisation.

J'ai pour ce projet 3 bonnes raisons.

1° Pour être homme d'équipe il n'y a pas besoin d'apprentissage il suffit d'être robuste ; donc un homme de plus de 40 ans pourvu qu'il soit courageux pourrait en remplir l'emploi et ce serait le moyen de donner du travail à ceux qui n'en ont pas.

2° Les employés des chemins de fer sont presque tout d'anciens soldats et leur nombre en est assez grand pour faire un corp d'armée dont nous avons malheureusement trop besoin.

3° La compagnie dirige ses employés sur leur dimande et sur le pays qu'il leur plait de désigner dès que leur gare se ferme de cette façon ils esquivent le décret qui les mobilise aussitôt leur gare fermée.

Si l'idée que j'émets est meilleur que mons style et qu'il vous plaise de vous en occuper sérieusement je crois que nous ne tarderons guère d'avoir un bon corps d'armée et du travail pour beaucoup.

Deux choses grandement à désirer.

Je vous salue,

Poncet J.

—

Monsieur le directeur.

J'ai été surpris de trouver mon nom au bas de la protestation contre monsieur Muron président du tribunal de commerce, ne l'ayant pas signée je viens vous prier de rectifier cette erreur.

J'ai l'honneur de vous saluer avec considération.

B. CAIRE.

La circulaire aux Conseils généraux.

Nous publions ci-après, le texte de l'appel fait par la Prusse aux Conseils généraux de toute la France.

La singularité de ce document, que les feuilles allemandes étalent avec complaisance sur leurs colonnes, s'accroît du petit commmentaire dont la Chancellerie prussienne le fait précéder. L'un porte l'autre, et il se complètent mutuellement, afin de nous prouver que M. de Bismark n'est pas toujours sérieux.

Voici le commentaire :

« L'appel suivant a été fait aux Conseils gé» néraux de toute la France, et il s'est répandu » *dans le nord de la France.* Cela prouve que » l'idée de la paix est profondément enracinée » dans le cœur des populations, notamment » dans celui des classes instruites et aisées. »

Voici, maintenant la circulaire :

« Versailles, 29 octobre.

« Aides-toi toi-même et le ciel t'aidera. »

« Les dernières proclamations du gouverne» ment de la défense nationale qui prononcè» rent l'ajournement des élections pour la » Constituante, mettent la France dans un cer» cle vicieux, et son plus grand intérêt est de » pouvoir en sortir.

» La Prusse veut seule traiter de la paix avec » un gouvernement reconnu par la nation ; et, » tant que la paix ne sera pas signée, les ar» mées prussiennes ne quitteront pas la France, » à moins qu'elles n'en soient chassées.

» Le Gouvernement de la défense nationale » annonce, de son côté, que les électeurs ne » seront pas appelés à dire leur opinion sur la » paix, avant le départ des troupes allemandes.

» Cette contradiction ferait durer très-long» temps la guerre de la manière la plus fu» neste.

» Ainsi, il semble désirable que les hommes » compétents, tels que les conseillers généraux, » cherchent tous les moyens de rendre au » pays sa liberté.

» Ne pourraient-ils pas, en peu de jours se ras» sembler chez un des leurs, et présenter aux » membres du Gouvernement de la défense » nationale, une pétition, ou lui envoyer une » députation, pour lui dire combien il est im» portant pour la Nation :

» D'exprimer son opinion, sans ajournements, » sur la conclusion de la paix ou sur la conti» nuation de la guerre.

» Et d'examiner si les conditions de la Prusse » doivent être considérées comme inacceptables ? »

Dernières nouvelles.

Versailles, 10 novembre.

L'armée française de la Loiue s'avançant par la rive droite de la Loire par Beaugency, le général de Tann prit ses propositions, hors d'Orléans ; après avoir constaté les forces françaises, le général dût se retirer, en combattant, sur St-Ferray.

Le général de Thann annonce que les français n'ont fait aucun mouvement en avant, depuis ce moment.

Même date, même source.

Neuf-Brisach aurait capitulé le 10.

Les journaux anglais disent que Verdun a capitulé.

Florence, 10 novembre.

Les journaux annoncent que le cardinal Antonelli adresse au corps diplomatique une protestation contre l'occupation du quirinal. M. Minghetti repartira aujourd'hui pour Florence.

Officiel. — Engagement, près de Dreux, entre Francs-tireurs et douze cuirassiers blancs qui ontété tous tués ou prisonniers.

La compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée retire dans ce moment dans la gare de Genève le matériel de ses lignes de Genève à Paris, qui pourrait être compromis par la marche des troupes allemandes. Déjà avant-hier, dans asoirée, il était arrivé dans notre gare cinq locomotives, venant, nous dit-on, de Montereau. Au milieu de la nuit, il est venu un autre convoi portant neuf locomotives, dont deux en tête, chauffées et montées pour conduire ce train exceptionnel. Mais ce train a éprouvé un accident, dont les causes ne sont pas encore exactement connues et dont voici les détails.

Au moment où il allait entrer en gare, c'est-à-dire vers minuit et demi, les neuf locomotives dont il s'agit cheminaient sur les rails de la voie qui sont les plus rapprochés, des Grottes. Tout à coup survient un déraillement sur le derrière des locomotives à feu, et le tender de l'une de celles-ci, monté sur le trottoir de la voie à l'entrée de la gare, arrête brusquement le convoi; la troisième locomotive fait dresser ce tender en le heurtant et s'est arc-boutée elle-même contre cet obstacle, de telle sorte que, durant toute la journée, de nombreux curieux n'ont cessé malgré la pluie, de se rendre sur les lieux pour contempler le spectacle bizarre qu'offrait la position de ces énormes voitures. Tout le train était d'ailleurs resté sur la voie, dans l'état de désordre, assez facile à comprendre, où il s'était trouvé après ce choc inattendu. L'un des pont du chemin de fer, celui sous lequel passe la route de Lyon, ayant subi quelques avaries par suite de cet accident, le passage était sur ce point interdit au public par des agents de police.

Heureusement que de tous les mécaniciens qui montaient les locomotives à feu un seul a été victime de ce déraillement ; il n'a pas du reste éprouvé de blessure graves, et il pu recevoir aussitôt à l'Hôtel des gares les soins que réclamait son état.

Les deux locomotives qui tenaient la tête du convoi ont été remisées en gare; les sept autres étaient encore hier sur la voie, et le poids énorme de ces engins ne permettait pas de les sortir aisément des position fort excentriques qu'ils avaient prises en dehors des rails.

Du reste, il paraît que notre gare recevra encore une assez grande quantité de matériel de la Compagnie du Lyon-Méditerranée, qui juge sans doute le moment venu de ne pas le laisser plus longtemps exposé aux extrémités de ses lignes du côté de Paris.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

ANONYME

16, *place Vendôme*, — *Paris*

Opérations de banque et de bourse;
Emissions, — souscriptions;
Négociation de toutes valeurs;
Participations aux Emprunts publics;
Arbitrages permanents pour les porteurs de titres sans revenus. — Renseignements spéciaux à ce sujet.

Pour le conseil d'administration,
Le président,
Cte d'HÉSÈQUES,
Député au Corps législatif.

MERCURIALE

	Lapalisse Jeudi 10	*Roanne.* Vend. 11
Froment, 1re q. *d. déc.*	3 60	3 80
Froment, 2e qualité.	3 45	3 65
Froment, 3e qualité.	3 30	3 50
Seigle, 1re qualité...	2 60	2 65
Seigle, 2e qualité...	2 50	2 50
Seigle, 3me qualité...	2 40	2 30
Orge, *double décal*...	2 50	2 55
Avoine.....	1 50	1 80
Haricots	0 00	6 00
Farine, 1re qté. 125 *k.*	47 »	50 00
Farine, 2me qualité..	44	47 00
Farine, 3e q. *baritelée*	»	44 00
Pain blanc, *le kil*...	0 40	0 45
Pain bis.....	0 37	0 36
Pain de ménage.....	» 32	0 32
Foin, *les* 100 *kil*.....	18 »	17 00
Paille.....	7 »	8 00
Œufs, *la douzaine*...	0 70	
Beurre, les 500 *gr*...	1 »	

GOUDRON EN LIQUEUR
de DESHAYES, pharmacien à VENDOME
QUALITÉ SUPÉRIEURE. — RÉDUCTION DE PRIX.
Le flacon, 1 fr. 60; le 1/2 flacon, 1 fr.
MAUX DE DENTS
Guérison instantanée et plombage par le Baume sédatif Chantard.
Prix : 1 fr. 50.
Dépôt à Roanne, chez M. GARNIER, pharmacien. 789

MUSCULINE-GUICHON ET POTIONS ALCOOLIQUES
Préparées au Monastère de Notre-Dame-des-Bombes (Isère).
La Muscline-Guichon donne des résultats vraiment surprenants, dans la Gastralgie, la Dispepsie, l'Anémie, la Diarrhée chronique. — LA BOITE, 3 fr.
Les Potions alcooliques, combinées avec la Muscline, constituent le traitement le plus efficace de la Phthisie et de la Consomption. — LE FLACON, 3 fr.
Traitement complet, pour 36 jours, 50 fr.
S'adresser au procureur du Monastère.
Dépôt chez GARNIER, ph. rue du Collége, 20

FONDERIE DE CUIVRE
Maison Perrin fils aîné
Place du Marché, à Roanne
Successeur, Louis DEVILLIÉ,
Contre-maître intéressé, BARRET,
Ont l'avantage de prévenir les clients qu'ils feront tous leurs efforts pour rendre les commandes dans le plus bref délai.
SPÉCIALITÉ DE FONTAINES ET ROBINETS ET CORPS DE POMPE 88

PLUS DE HERNIES
Guérison radicale des Hernies et Descentes
Méthode de feu Pre Simon. (Notice envoyée *franco* à ceux qui la demandent.) Ecrire *franco* à M. Mignal-Simon, bandagiste-herniaire, aux Herbiers (Vendée).
Le seul et unique élève de Pre Simon, gendre et successeur, est M. Mignal, aux Herbiers (Vendée).

A VENDRE
Foins et Pailles
Avoines, S'adresser à M. GRIVOLAT
Magasin Limousin, à Roanne. 861

A VENDRE A L'AMIABLE
Pour entrer en jouissance de suite.
UNE TRÈS-JOLIE
Maison de campagne
Située au bourg de Villerest
Cette maison, formant un bel appartement de 5 pièces tapissées, avec cheminées de marbre, est entièrement neuve et jouit d'une vue très-agréable.
Elle est bâtie au milieu d'un clos de vigne, avec un jardin fantaisie, planté d'un grand nombre d'arbres fruitiers et d'agrément.
On donnera toutes facilités pour le paiement.
Pour les renseignements, s'adresesr à Me AUROUX, notaire à Roanne. 4

Un TENEUR DE LIVRES ayant plusieurs heures de disponibles par jour désire trouver à les employer.
S'adresser au bureau du journal.

Roanne, imprimerie Marion et Vignal.

AVIS

Le sieur Jean Creuzille père, maître plâtrier-peintre à Roanne, informe le public que, suivant acte passé devant Me Helle, notaire à Roanne, le 18 octobre 1870, enregistré, il a, conjointement avec Françoise Bernard, son épouse, fait abandon à ses enfants : 1° des immeubles qu'il possédait ; 2° des matériel et marchandises attachés à sa profession de plâtrier-peintre et de fabricant de lettres et attributs en relief ; et 3e de toutes les créances sans exception pouvant lui être dues soit pour fournitures, soit pour travaux terminé ou en voie d'exécution ;

Que, par ce même acte, tous pouvoirs nécessaires ont été donnés à Antoine, Pierre et Joseph Creuzille, ses trois fils aînés, à l'effet de, ensemble ou séparément, régler et arrêter tous comptes avec tous débiteurs ou créanciers des donateurs ; en toucher ou payer le montant.

M. Creuzille père prévient en outre ses locataires qu'ils se libèreront valablement, en payant entre les mains de Antoine Creuzille, son fils aîné, sur ses simples quittances, le montant de leurs loyers à échoir le premier novembre 1870.

AVIS

M. Glopp Laurent, boulanger, rue des Planches, 53, prévient le public que sa femme a quitté le domicile conjugal.

En conséquence, ledit Glapp ne reconnaîtra aucune dette contractée par sa femme à partir d'aujourd'hui, et il invite sa clientèle à ne payer aucun compte à sa femme.

Il se réserve à lui seul le droit de donner quittance. 89

ÉLIXIR DU COIRON
3 MÉDAILLES DE 1re CLASSE
Premier apéritif et digestif de table
COMPAREZ ET JUGEZ
Mêlé à l'eau, l'**Élixir du Coiron** est plus apéritif que l'absinthe et remplace les effets pernicieux de celle-ci par des propriétés bienfaisantes.
Pris après les repas, il est plus tonique que la chartreuse ; il stimule et dégage l'estomac et dissipe instantauément les aigreurs.
A ces effets bienfaisants, constatés par 4 jurys successifs, l'ÉLIXIR DU COIRON joint un goût délicieux et une composition rigoureusement invariable. 36 fr. les 12 litres pris en fabrique 60 fr. rendus *franco* de tous frais à domicile. Chaque bouteille porte le cachet et la signature de M. Deleuze fils aîné le seul fabricant à Villeneuve de berg (Ardèche) Se vend au détail, chez M. MARVALLIN, liquoriste, rue Impériale, 78, à Roanne. 592

1867 PARIS
EAU DENTIFRICE
PERFECTIONNÉE DU DOCTEUR
J.V. BONN
Fournisseur breveté de S. M. l'Impératrice
Ces Produits sont vendus 40 pour cent moins cher que les produits analogues — au point de vue du parfum et des propriétés, ils ne le cèdent en rien aux spécialités les plus renommées, si même ils ne les surpassent.
Chez les Coiffeurs et Parfumeurs, — Paris, Province, Etranger.
GROS, DÉTAIL, 44, rue des Petites-Écuries, PARIS

A louer à la Toussaint
APPARTEMENT
Composé de 6 pièces, 2 cabinets, buchers, cave et grenier,
Rue Nationale, n° 1, au 1er étage, maison Peillon. 87
S'adresser à M. VUILLEMIN, au 2e.

M. CHALAS chef d'institution *rue Traversière*,
a l'honneur de prévenir les familles que l'ouverture de ses cours aura lieu le lundi 10 octobre. 86

Pour tout ce qui doit être signé,
Le gérant, V. CARTAY.

© MÉDIATHÈQUE ROANNAIS AGGLOMÉRATION-ROANNE